

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

De la Suite dans les Images

Association

8, rue Armand Carrel

59000 LILLE

Exercice clos le 31 décembre 2023

Grant Thornton

SAS d'Expertise Comptable et

de Commissariat aux Comptes

au capital de 2 297 184 €

inscrite au tableau de l'Ordre de la région

Paris Ile-de-France et membre

de la Compagnie régionale de Versailles

RCS Nanterre B 632 013 843

91 rue Nationale

59045 LILLE CEDEX

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

DE LA SUITE DANS LES IMAGES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Adhérents de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DE LA SUITE DANS LES IMAGES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 31 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes
Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International



Stéphane Gros
Associé

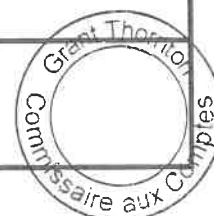
Bilan

Association De La Suite Dans Les Images - Lille

Au : 31/12/23

Montants exprimés en euros

Actif		Exercice			Exercice précédent
		Montant brut	Amort ou Prov	Montant net	au : 31/12/2022
Actif immobilisé	Immo. incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, logiciels et droits similaires	753	753		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Total	753	753	0	0
Actif immobilisé	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
	Inst techniques, mat out industriels				
	Autres immobilisations corporelles	18 707	18 040	667	1 759
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Total	18 707	18 040	667	1 759
Actif immobilisé	Immo. financières (2)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres immob activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 850		1 850	1 850
	Total	1 850		1 850	1 850
	Total I	21 310	18 793	2 517	3 609
Actif circulant	Stocks et en-co				
	Matières premières, approvisionnement				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Total				
	Avces et acptes versés sur commandes				
	Créances (3)	24 020		24 020	25 265
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	102 828		102 828	169 259
Actif circulant	Total	126 848	0	126 848	194 524
	Divers				
	Autres titres				
	Valeurs mobilières de placement	412		412	412
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	108 190		108 190	224 943
	Charges constatées d'avance (4)	7 098		7 098	413
	Total II	242 548	0	242 548	420 292
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
Total de l'actif (I+II+III+IV+V)		263 858	18 793	245 065	423 901
Engagements	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				
	Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutairement compétents				
Engagements	Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle				
	Dons en nature restant à vendre				
	Autres				



Bilan

Association De La Suite Dans Les Images - Lille

Au : 31/12/23

Montants exprimés en euros

Passif (avant répartition)		Exercice	Exercice précédent
Fonds propres	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise	27 324	39 781
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Autres fonds propres		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
Fonds reportés et dédiés	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	-10 637	-12 457
	Situation nette (sous-total)	16 687	27 324
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total I	16 687	27 324
	Fonds reportés liés au legs ou donations		
Provisions	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	78 411	130 722
	Fonds dédiés sur autres ressources		
	Total II	78 411	130 722
Dettes	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	13 513	31 622
	Total III	13 513	31 622
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières diverses (3)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 793	78 750
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	67 372	66 102
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Renvois	Autres dettes	1 289	830
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance (1)		88 551
	Total IV	136 454	234 233
	Total du passif (I+II+III+IV+V)	245 065	423 901
Engagements donnés	Ecarts de conversion passif V		
	(1) Dont à plus d'un an		
	Dont à moins d'un an		
	(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(3) Dont emprunts participatifs		
Engagements donnés	Sur legs acceptés		
	Autres		



DE LA SUITE DANS LES IMAGES - LILLE

Période de l'exercice
Période de l'exercice précédent

31/12/2023
31/12/2022

Montants exprimés en euros

		Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations	10 054	10 215
	Vente de marchandises	657	1 042
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	228 187	99 831
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	380 500	489 600
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
Charges d'exploitation	Legs, donations et assurance-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	18 109	245
	Utilisations des fonds dédiés	130 722	184 780
	Autres produits	375	
	Total des produits d'exploitation I	768 604	785 713
	Marchandises	390	475
	Achats		
	Variations de stocks		
	Matières premières et autres approvisionnements		
	{ Achats		
	{ Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (2)	411 312	400 147
Produits financiers	Aides financières	4 524	4 196
	Impôts, taxes et versements assimilés	211 255	198 301
	Salaires et traitements	62 183	55 673
	Charges sociales	1 092	1 439
	{ amortissements		
	{ provisions		
	Dotations		
	- sur immobilisations		
	- sur actif circulant : provisions		
	- pour risques et charges : provisions		
	Reprises en fonds dédiés	78 411	130 722
	Autres charges	11 630	6 011
	Total des charges d'exploitation II	780 797	798 994
Résultat d'exploitation (I-II)		-12 193	-13 281
Charges financières	Excédents ou déficits transférés III		
	Déficits ou excédents transférés IV		
	Produits financiers de participations		
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé	1 729	961
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des produits financiers V	1 729	961
	Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Renvois	Total des charges financières VI	0	0
	Résultat financier (V-VI)	1 729	961
	Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	-10 464	-12 320
(2) Y compris redevances de crédit-bail mobilier immobilier			



Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		20	381
	Produits exceptionnels sur opérations en capital			
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
	Total des produits exceptionnels	VII	20	381
	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		193	518
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
	Dotations exceptionnelles aux amortissements, aux dépréciations et provisions			
	Total des charges exceptionnelles	VIII	193	518
	Résultat exceptionnel	(VII-VIII)	-173	-137
	Participation des salariés aux résultats	IV		
Charges exceptionnelles	Impôts sur les sociétés	X	0	0
	Total des produits (I+III+V+VII)	XI	770 353	787 055
	Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	XII	780 990	799 512
	EXCEDENT OU DEFICIT	(XI-XII)	-10 637	-12 457
	Contributions volontaires en nature			
Produits				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
Charges				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL				



Annexe au bilan et au compte de résultat

De la suite dans les images

Objet

L'association dite De la suite dans les images a pour objet :

- l'animation du réseau des cinémas de proximité du Nord et du Pas-de-Calais ;
- le soutien à la diffusion et à l'accompagnement du cinéma, en priorité les films recommandés Art et Essai et les œuvres aidées en région Hauts-de-France ;
- l'éducation au cinéma et aux médias par la théorie et la pratique, en particulier auprès des publics les plus jeunes ;
- la mise en œuvre d'actions de formation à l'attention des professionnels de l'exploitation et de l'action culturelle cinématographique, de l'éducation et du social ;
- le conseil aux enjeux culturels du cinéma et à l'environnement numérique ;
- la création et la gestion de tout équipement susceptible de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

De la suite dans les images pourra établir tout partenariat et organiser toute manifestation concourant à la concrétisation de cet objet et, sur décision du Conseil d'Administration, adhérer à toute structure poursuivant des buts identiques ou semblables, tant sur le plan local qu'au niveau national, international ou européen.

De la suite dans les images pourra agir et/ou ester en justice, tant en demande qu'en défense, pour la préservation de la diversité culturelle et des salles de cinéma adhérentes à l'association, sans que celles-ci ne soient privées de leur capacité à se produire en justice en leurs noms propres

Nature et périmètre des activités

De la suite dans les images met en relation, accompagne et soutient les professionnels de l'exploitation et de l'action culturelle cinématographique en région Hauts-de-France, plus particulièrement dans le Nord et le Pas-de-Calais depuis 2002.

L'association compte 32 adhérents, dont 31 à titre moral. 29 sont des exploitants et 2 des structures d'action culturelle. Ils représentent 31 salles de cinémas réparties dans 29 villes (22 dans le Nord, 9 dans le Pas-de-Calais) et 1 circuit itinérant (CinéLigue Hauts-de-France).

L'actualisation permanente du projet a conduit De la suite dans les images à s'adresser à l'ensemble des cinémas de la petite exploitation et/ou classés Art et Essai et, ce faisant, à donner de nouvelles dimensions à l'action collective et sa fonction de structure-ressources.

Selon la nature des actions, celles-ci sont menées à quatre échelles territoriales distinctes : les Hauts-de-France, l'ancienne région Nord – Pas-de-Calais, la dimension départementale ou intercommunale, le local.



Description des moyens mis en œuvre

De la suite dans les images reçoit le soutien du Conseil Régional Hauts-de-France, de la DRAC Hauts-de-France, du Centre National du Cinéma et de l'image animée, du Département du Pas-de-Calais et du Département du Nord.

Les moyens attribués sont consacrés au fonctionnement de De la suite dans les images qui se décline en cinq axes :

- l'accompagnement professionnel et l'animation de réseau ;
- le soutien à la diffusion du cinéma Art et Essai et de la création régionale ;
- la médiation culturelle dont Cinéma & Jeu Vidéo
- l'éducation au cinéma & aux médias (incluant, dans le Pas-de-Calais, les coordinations de « Ecole et cinéma / Ecole et cinéma - maternelle » et « Collège au cinéma » et dans le Nord « Collège au cinéma ») ;
- « Flux », les avant-programmes dans les cinémas.

Les salariés mis à contribution sont au nombre de 10 (en dehors d'éventuels renforts correspondant à des besoins ponctuels) :

- David Broutin, directeur, CDI 35 heures ;
- Marine Clément, coordinatrice scolaire, CDI 28 heures ;
- Alexandre Corvaisier, chargé de diffusion et coordinateur de « Flux », CDI 35 heures ;
- Eléonore Dumas, attachée de communication, CDI 20 heures ;
- Nathalie Gallois, coordinatrice administrative et comptable CDI 24 heures (du 01/09/23 au 14/12/23) ;
- Patrick Hennion, comptable, CDI 13 heures ;
- Lydie Knockaert, assistante secrétaire, CDI 28 heures (jusqu'au 30/06/2023) ;
- Thierry Laurent, intervenant culturel, CDI 20 heures ;
- Samuel Quiquempois, chargé des actions éducatives, CDI 35 heures ;
- Alexandre Suzanne, coordinateur Cinéma & Jeu Vidéo, CDI 12 heures (jusqu'au 30/11/2023).

Enfin, l'Association ne met pas en œuvre d'activité de recherche de fonds (dons, legs ...) et réalise son activité exclusivement sur le territoire français.



1 Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs

Aucun fait marquant n'est intervenu au cours de l'exercice
De même aucun fait postérieur à la clôture n'est à signaler.
A la fin de l'exercice l'association est à jour de ces dettes et cotisations sociales.

2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (ANC 2018-06).

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 31 mai 2024 dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes ;
- Indépendances des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3 Règles et méthodes appliquées aux différents postes du bilan et du compte de résultat

Les choix suivants ont été retenus :

Immobilisations corporelles et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des coûts indirects.

Le mode d'amortissement choisi pour les différents postes d'immobilisations est le linéaire.

Les durées moyennes sont les suivantes :

- concessions	1 an
- divers	4 ans et 5 ans
- matériel de bureau	3 ans

Créances sur les usagers

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées intégralement en créances et en produits d'exploitation dès qu'elles sont notifiées ; la part non réalisée à la clôture de l'exercice est comptabilisée en «fonds dédiés».

Par exception, lorsqu'une action se déroulant sur l'année scolaire, ne génère qu'une couverture des charges engagées, l'excédent des versements reçus en fin d'exercice, par rapport aux dépenses engagées, est comptabilisé en produits constatés d'avance en fin d'exercice (et impacte directement les produits au compte d'exploitation) ; en cas de dépenses engagées supérieures au versement reçu, un produit à recevoir est comptabilisé.



4 DETAIL DES POSTES ACTIF

Immobilisations corporelles et incorporelles

- détail des mouvements de l'exercice

Brut	01/01/23	Investissement	Cessions mises au rebut	31/12/23
Concessions	753			753
Divers	9 777			9 777
Matériel informatique	8 930			8 930
TOTAL	19 460			19 460

Amortissements

- Détail des variations de l'exercice

	01/01/23	Dotation	Sortie ou cession	31/12/23
Concessions	753			753
Divers	9 777			9 777
Matériel informatique	7 171	1 092		8 263
TOTAL	17 701	1 092		18 793

Créances

- Ventilation 1 an ; 1 à 5 ans ; + 5 ans

	Total	- 1 an	+ 1 an -5 ans	+ 5 ans
Immo. Financières	1 850		1 850	
Clients	24 020	24 020		
Autres créances	102 828	102 828		
Acomptes person.				
TOTAL	128 698	126 848	1 850	

Produits à recevoir : comptes provisions

- Fournisseurs avoirs non encore reçus

- Clients factures à établir 550

- Subventions à recevoir 41 000

- Autres produits à recevoir 57 817

TOTAL 99 367

Les autres produits à recevoir correspondent à la part de l'avance de fonds du Département du Nord concernant le remboursement de la prise en charge des entrées du 4^e trimestre 2023.



Charges constatées d'avance

- Charges d'exploitations	7 098
- Charges financières	
- Charges exceptionnelles	
TOTAL	7 098

5 DETAIL DES POSTES PASSIF

Fonds propres

	01/01/23	Affectation excédent	Affectation perte	31/12/23
Fonds propres sans droit de reprise	39 781		12 457	27 324

Provisions

	01/01/23	Dotation	Reprise	31/12/23
Prov. dépréciations comptes clients				
Prov. pour charges	31 622		18 109	13 513
TOTAL	31 622		18 109	13 513

Les provisions sont constituées dès lors qu'il existe une obligation de l'association vis-à-vis de tiers. Au 31 décembre 2023, il s'agit de provisions pour indemnités de départ en retraite calculées sur la base des droits acquis par les salariés. Par soucis de simplification, il n'a pas été tenu compte de taux d'évolutions de salaires, d'inflation... Par ailleurs, cette provision couvre les charges potentielles des personnels dont le départ à la retraite est proche ; un engagement complémentaire de 40 K€ environ a été estimé pour couvrir la totalité du passif social sur la base de la Convention Sectorielle.

Fonds dédiés

	01/01/23	Dotation	Reprise	31/12/23
Sur subvention de fonctionnement	130 722	78 411	130 722	78 411
Sur autres ressources				
TOTAL	130 722	78 411	130 722	78 411

Lorsqu'une subvention de fonctionnement inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'organisme envers le tiers financeur est inscrit en charge sous la rubrique 6894 « engagements à réaliser sur ressources affectées » et au passif du bilan sous le compte 1940 « fonds dédiés sur subvention de fonctionnement ».

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de la réalisation des engagements, par le crédit du compte 7894 « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs ».



Dettes

- Ventilation 1 an ; 1 à 5 ans ; + 5 ans

	Total	- 1 an	+ 1 an -5 ans	+ 5 ans
Dettes ets de Crédit				
Dettes fournisseurs	67 793	67 793		
Dettes personnel	25 117	25 117		
Dettes sociales	37 610	37 610		
Dettes fiscales	4 645	4 645		
Autres dettes	1 289	1 289		
Produits const. d'avance				
TOTAL	136 454	136 454		

Charges à payer : comptes provisions

- Fournisseurs factures à recevoir	4 028
- Dettes provisionnées pour congés à payer	25 117
- Primes à payer	
- Charges sur congés à payer	11 894
- Provisions charges sociales	
- Provision charges fiscales	3 393
TOTAL	44 432

Produits constatés d'avance

- Produits d'exploitations
TOTAL

6 DETAIL COMPTE DE RESULTAT

Reprise de provisions et transfert de charges

- Provision pour dépréciation comptes clients	
- Provision pour risques et charges	18 109
- Rbt cpam	
TOTAL	18 109

Effectif

- Effectif moyen 6	
- Non cadres	5
- Cadres	1

